

# **LA LIQUIDATION DE L'IMPOT**

Après avoir fixé l'assiette de l'impôt, le législateur doit définir la dette du contribuable, c'est-à-dire qu'il faut choisir le type d'impôt et le mode de calcul puis, établir le tarif de l'impôt

## **A. LE CHOIX DU TYPE D'IMPOT**

Il existe deux types d'impôt :

- les impôts spécifiques
- les impôts ad valorem (selon la valeur)

L'impôt spécifique est perçu en unité matérielle du produit frappé par la loi fiscale. Le tarif est établi par unité d'imposition, c'est-à-dire x euros par kilo, par hectolitre, par m<sup>2</sup>, etc. L'impôt spécifique est marginal en France, il subsiste en matière de droits indirects (droits d'accises) et de garantie. Les droits fixes et les droits de timbre en matière de droits d'enregistrement sont voisins de l'impôt spécifique. L'impôt ad valorem se définit par un tarif établi par valeur d'imposition : c'est un pourcentage de cette valeur (l'impôt ad valorem requiert donc une bonne connaissance de la matière imposable et exige des méthodes d'évaluation efficaces ; il est l'impôt le plus important du système fiscal français car les principaux impôts locaux sont des impôts ad valorem)

## **B. LE MODE DE CALCUL DE L'IMPOT**

L'impôt peut être établi (ou liquidé) selon deux méthodes : soit par répartition soit par application d'un tarif à une base

S'agissant de l'impôt de répartition, la loi fixe à priori le rendement total de l'impôt pour l'ensemble du territoire concerné puis ce rendement est réparti entre les contribuables en fonction de la base imposable de chacun. Ce système présente, a priori, l'avantage de la connaissance exacte et à l'avance du rendement de l'impôt. Mais en réalité, en raison de la défaillance de certains contribuables, ce rendement n'est jamais atteint. L'impôt de répartition ne peut donc générer que des moins values. Par ailleurs, la gestion de tels impôts est très lourde, c'est pourquoi, progressivement, les impôts de répartition ont été abandonnés en France, les derniers ayant été des impôts directs locaux en 1981. Depuis 1982, il existe donc plus, en France, que des impôts spécifiques et ad valorem, liquidés à partir d'un tarif

## **C. LE TARIF DE L'IMPOT**

Il existe 3 tarifs possibles : le tarif de l'impôt peut être fixe, proportionnel ou progressif

Les impôts fixes sont des impôts spécifiques ou assimilés. Les impôts ad valorem de quotité sont établis en retenant un tarif proportionnel ou progressif. L'impôt proportionnel soumet la base imposable à un taux constant. C'est le même pourcentage qui s'applique quel que soit le montant de la base imposable. Par exemple : l'impôt sur les sociétés des grandes entreprises, la TVA. L'impôt progressif soumet la matière imposable à un taux croissant, ce qui implique l'établissement d'un tarif (et non d'un barème). Le système progressif frappe, en principe, plus lourdement la richesse que le système proportionnel car il permet d'atteindre des taux plus élevés. L'impôt progressif est souvent considéré comme un impôt plus juste car il prend en compte l'ensemble des facultés contributives du contribuable mais il entraîne une personnalisation et un aménagement de sa progressivité

La personnalisation de l'impôt progressif implique de prendre en compte non seulement la richesse du contribuable mais aussi ses charges. L'aménagement de la progressivité implique de transformer à un moment donné l'impôt progressif en impôt proportionnel sinon on pourrait atteindre un taux de 100 % qui ne correspond plus à un taux d'imposition mais à une confiscation

Il existe deux types de progressivité :

- la progressivité globale (qui n'existe pas en France)

- la progressivité par tranches (qui existe en France, en particulier, pour l'impôt sur le revenu et pour la plupart des droits de succession)